



PREFECTURE REGION AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 5 - JANVIER 2013

SOMMAIRE

Administration territoriale de l'Aquitaine

Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Arrêté N °2012355-0004 - Transfert du siège de la Chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine 1

Direction Régionale Jeunesse et Sports et Cohésion Sociale (DRJSCS)

Arrêté N °2012313-0002 - du 08/11/2012 - Dotation globale de financement du service MJPM de l'association mandataire judiciaire du Périgord AMJP 2

Arrêté N °2012313-0003 - 08/11/2012- dotation globale de financement du service MJPM de la MSA Tutelles Dordogne 7



**Arrêté modificatif autorisant le transfert du siège
de la chambre de métiers et de l'artisanat
de région Aquitaine.**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'artisanat,
Vu la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;
Vu le décret n°2010-1356 du 11 novembre 2010 mettant en œuvre la réforme du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat ;
Vu le décret n°2010-1621 du 23 décembre 2010 portant création de la chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine ;
Vu l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant le siège de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine,
Vu la délibération de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine du 18 juin 2012

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales ;

ARRETE

Article 1:

Le siège de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine » situé au 353 Boulevard du Président Wilson 33073 Bordeaux Cedex est transféré au 46, rue du Général de Larminat 33000 Bordeaux à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2 :

Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et dont copie sera adressée au Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Aquitaine, au Ministre de l'Economie et des Finances, à la Ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, au Directeur Régional des Finances Publiques et au Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Fait à Bordeaux, le 20 Décembre 2012.


Michel DELPUECH



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction régionale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale
7, boulevard Jacques Chaban Delmas
33525 Bruges cédex

Fixant la dotation globale de financement 2012 du
service mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)
de l'association mandataire judiciaire du Périgord (AMJP)

Le préfet de la région Aquitaine,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4 , L. 361-1 et R. 314-36;

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 3 août 2012 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire n° DGCS/2A/2012/290 du 19 juillet 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à monsieur Patrick BAHEGNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion social

Vu le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

Vu les propositions budgétaires des services

Considérant qu'au 31 décembre 2010 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'AMJP sont autorisées comme suit :

| DEPENSES | | |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Groupes de dépenses | Demandé | Notifié |
| Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 74 220,00 € | 74 220,00 € |
| Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel | 909 509,81 € | 853 893,44 € |
| Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure | 112 107,00 € | 112 107,00 € |
| TOTAL | 1 095 836,81 € | 1 040 220,44 € |

| RECETTES | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Nature des recettes | Demandé | Notifié |
| Groupe 1 Produits de la tarification et assimilés | 995 311,81 € | 939 695,44 € |
| Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables | 525,00 € | 525,00 € |
| TOTAL | 1 095 836,81 € | 1 040 220,44 € |

Article 2 – Pour l'exercice budgétaire 2012 la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service précité est fixée à : **939 695,44 euros** (égal groupe I de la tarification)

Article 3 – Pour l'exercice budgétaire 2012, en application de l'article R.314-193-1 du code de l'action sociale et des familles la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

| | Répartition en % | DGF | Forfait mensuel |
|-------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Etat | 20,99% | 197 242,07 € | 16 436,84 € |
| Département | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| CAF | 66,86% | 628 280,37 € | 52 356,70 € |
| CARSAT | 1,16% | 10 900,47 € | 908,37 € |
| CPAM | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |
| MSA | 7,71% | 72 450,52 € | 6 037,54 € |
| Service de l'ASPA | 3,28% | 30 822,01 € | 2 568,50 € |
| Régimes spéciaux | 0,00% | 0,00 € | 0,00 € |

Article 4 – La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième (1/12^{ème}) de son montant.

Article 5 – Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet de région, soit hiérarchique auprès du ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai d'un mois valant rejet implicite.

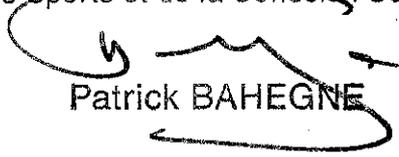
Article 7 - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 8 – Le secrétaire général de la préfecture, « la secrétaire générale pour les affaires régionales » et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le **08 NOV. 2012**

P/Le préfet
Le directeur régional

**Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale**


Patrick BAHEGNE

| | | |
|--|--|---|
| Prestations listées par le décret et financées | Prestations sociales | Financées |
| | AAH et ses compléments | CAF ou MSA |
| | Allocation Parent isolé | CAF ou MSA |
| | ALS ou APL versées directement à la personne | CAF ou MSA |
| | RSA | - Etat si tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département si mesure d'accompagnement judiciaire |
| | RMI | - Etat si tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département si mesure d'accompagnement judiciaire |
| | APA versée directement à la personne | - Etat si tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département si mesure d'accompagnement judiciaire |
| | PCH | - Etat si tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département si mesure d'accompagnement judiciaire |
| | ASPA ou les allocations constitutives du Minimum Vieillesse | - CARSAT : cas des personnes percevant l'ASPA en complément de leur pension de retraite - Service de l'ASPA : si la personne ne perçoit pas de pension de retraite - MSA si la personne perçoit une pension de retraite versée par le MSA - Régime spécial si la personne perçoit une pension de retraite versée par un régime spécial |
| Allocation supplémentaire d'invalidité | - CPAM : cas des personnes percevant l'ASI en complément de leur pension d'invalidité - CARSAT si la personne a moins de 60 ans et perçoit une pension de retraite - Régime spécial si la personne perçoit une pension d'invalidité versée par le régime spécial | |

| | |
|-------------------------------------|--------------|
| Montant de la DGF allouée pour 2012 | 959 695,44 € |
|-------------------------------------|--------------|

| | | Indiquez le nombre de personnes au 31/12/2012 | Total des personnes par financeur | % de la DGF | Montant de la DGF | | |
|--|---|--|-----------------------------------|-------------|-------------------|--------------|-------------|
| Etat | Personnes auxquelles une telle mesure ne permet aucune prestation sociale ou ne percevant pas une des prestations sociales ci-dessous | 74 | 109 | 20,88% | 107 243,07 | | |
| | RSA | 2 | | | | | |
| | RMI | 3 | | | | | |
| | APA | 19 | | | | | |
| | PCH | 11 | | | | | |
| Département | Personnes sous MAJ ou TSA simple et percevant le RMI, RSA, APA et PCH | | 0 | 0,00% | 0,00 € | | |
| | RSA | | | | | | |
| | RMI | | | | | | |
| | APA | | | | | | |
| CAF | Personnes percevant l'AAH et ses compléments, l'API et l'ALS ou l'APL mais uniquement si elles sont perçues directement par la personne | 902 | 347 | 66,86% | 811 233,37 € | | |
| | API | | | | | | |
| | ALS ou APL perçues directement par la personne | 45 | | | | | |
| CARSAT | Personnes percevant l'ASPA ou les allocations constitutives du minimum vieillesse et dans certains cas l'ASI (personnes ayant moins de 60 ans et percevant une pension de retraite) | 6 | 6 | 1,16% | 10 606,47 € | | |
| | ASPA ou allocations constitutives du minimum vieillesse | | | | | | |
| CPAM | Personnes percevant l'ASI | | 0 | 0,00% | 0,00 € | | |
| MSA | Personnes percevant une prestation sociale listée et relevant du régime agricole (à distinguer selon le régime salarié-non salariés) | Salariés | | 40 | 7,71% | 72 459,62 € | |
| | | AAH et ses compléments | 22 | | | | 9 |
| | | ASPA ou les allocations constitutives du minimum vieillesse | | | | | |
| | | ASI | | | | | 1 |
| | | RMI ou RSA | | | | | |
| | | Allocations logements | | | | 8 | |
| Service de l'ASPA | | Personnes percevant par le service de l'ASPA l'ASPA ou les allocations constitutives du Minimum Vieillesse | | 17 | 17 | 3,26% | 30 832,01 € |
| Régimes spéciaux (indiquez dans les cases ci-contre le nom du régime spécial concerné) | Personnes percevant par un régime spécial PASPA ou l'ASI | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0,00% | 0,00 € | |
| TOTAL | | | 519 | 519 | 100% | 939 695,44 € | |

DDCSPP DORDOGNE

BOP 106

Échéancier des sommes à payer

| | AMJP |
|---------------|---------------------|
| Exercice 2012 | |
| janvier | 13 169,29 € |
| février | 13 169,29 € |
| mars | 13 169,29 € |
| avril | 13 169,29 € |
| mai | 13 169,29 € |
| juin | 13 169,29 € |
| juillet | 13 169,29 € |
| août | 13 169,29 € |
| septembre | 13 169,29 € |
| octobre | 13 169,29 € |
| novembre | 32 774,59 € |
| décembre | 32 774,58 € |
| Total | 197 242,07 € |



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction régionale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale
7, boulevard Jacques Chaban Delmas
33525 Bruges cédex

Fixant la dotation globale de financement 2012 du
service mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)
de la MSA Tutelles

Le préfet de la région Aquitaine,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-4 , L. 361-1 et R. 314-36;

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 611-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 3 août 2012 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire n° DGCS/2A/2012/290 du 19 juillet 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à monsieur Patrick BAHEGNE, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion social

Vu le Budget Opérationnel de Programme 106 « actions en faveur des familles vulnérables » ;

Vu les propositions budgétaires des services

Considérant qu'au 31 décembre 2010 la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur proposition du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MSA Tutelles sont autorisées comme suit :

| DEPENSES | | |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Groupes de dépenses | Demandé | Notifié |
| Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 58 175,74 € | 58 175,74 € |
| Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel | 1 114 544,09 € | 1 114 544,09 € |
| Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure | 87 760,06 € | 87 760,06 € |
| TOTAL | 1 260 479,89 € | 1 260 479,89 € |

| RECETTES | | |
|---|-----------------------|------------------------|
| Nature des recettes | Demandé | Notifié |
| Groupe 1 Produits de la tarification et assimilés | 1 080 479 ,89 € | 1 080 479 ,89 € |
| Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation | 180 000,00 € | 180 000,00 € |
| Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL | 1 260 479,89 € | 1 260 479,89 € |

Article 2 – Pour l'exercice budgétaire 2012 la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée au service précité est fixée à : **1 080 479,89 euros** (égal groupe I de la tarification)

Article 3 – Pour l'exercice budgétaire 2012, en application de l'article R.314-193-1 du code de l'action sociale et des familles la dotation globale de financement est fixée pour chacun des financeurs comme suit :

| | Répartition en % | DGF | Forfait mensuel |
|----------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Etat | 42,43% | 458 447,62 € | 38 203,97 € |
| Département | 0,00% | - € | - € |
| CAF | 29,94% | 323 495,68 € | 26 957,97 € |
| CARSAT | 4,41% | 47 649,16 € | 3 970,76 € |
| CPAM | 1,73% | 18 692,30 € | 1 557,69 € |
| MSA | 18,23% | 196 971,48 € | 16 414,29 € |
| Service de l'ASPA | 2,88% | 31 117,82 € | 2 593,15 € |
| Régimes spéciaux RSI | 0,38% | 4 105,82 € | 342,15 € |
| Régimes spéciaux | | | |

Article 4 – La dotation de chaque financeur précisé à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles par fractions forfaitaires égales au douzième (1/12^{ème}) de son montant.

Article 5 – Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet de région, soit hiérarchique auprès du ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai d'un mois valant rejet implicite.

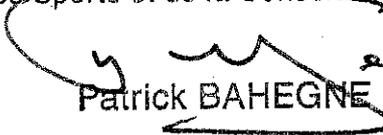
Article 7 - En application des dispositions de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 8 – Le secrétaire général de la préfecture, « la secrétaire générale pour les affaires régionales » et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le **08 NOV. 2012**

P/Le préfet
Le directeur régional

**Le Directeur Régional de la Jeunesse,
des Sports et de la Cohésion Sociale**


Patrick BAHEGNE

| | | |
|---|--|---|
| Prestations listées par le décret et finrecoeur | Prestations sociales | Finrecoeur |
| | AAH et ses compléments | CAF ou MSA |
| | Allocation Parent isolé | CAF ou MSA |
| | ALS ou APL versées directement à la personne | CAF ou MSA |
| | RSA | - Etat et tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département et mesure d'accompagnement judiciaire |
| | RMI | - Etat et tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département et mesure d'accompagnement judiciaire |
| | APA versée directement à la personne | - Etat et tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département et mesure d'accompagnement judiciaire |
| | PCH | - Etat et tutelle, curatelle ou sauvegarde - Département et mesure d'accompagnement judiciaire |
| | ASPA ou les allocations constitutives du Minimum Vieillesse | - CARSAT : cas des personnes percevant l'ASPA en complément de leur pension de retraite - Service de l'ASPA si la personne ne perçoit pas de pension de retraite - MSA si la personne perçoit une pension de retraite versée par le MSA - Régime spécial si la personne perçoit une pension de retraite versée par un régime spécial |
| Allocation supplémentaire d'invalidité | - CPAM : cas des personnes percevant l'ASI en complément de leur pension d'invalidité - CARSAT si la personne a moins de 60 ans et perçoit une pension de retraite - Régime spécial si la personne perçoit une pension d'invalidité versée par le régime spécial | |

| | |
|------------------------------------|----------------|
| Montant de la DGF prévue pour 2012 | 1 080 479,89 € |
|------------------------------------|----------------|

| | | Indiquez le nombre de personnes au 31/12/2010 | | Total des personnes non financées | | % | | Montant de la DGF | |
|--|---|--|----|-----------------------------------|-----|---|--------|-------------------|------------|
| | | | | | | | | | |
| Etat | Personnes quelle que soit la mesure percevant aucune prestation sociale ou ne percevant pas une des prestations sociales ci-dessous | | | 156 | | | | | |
| | | RSA | | 12 | | | | 41,43% | 436 497,62 |
| | | RMI | | | | | | | |
| | | APA | | 40 | | | | | |
| | | PCH | | 11 | | | | | |
| Département | Personnes sous MAJ ou TPA simples et percevant le RMI, RSA, APA et PCH | RSA | | | | | | | |
| | | RMI | | | | | | | |
| | | APA | | | | | | | |
| | | PCH | | | | | | | |
| CAF | Personnes percevant l'AAH et ses compléments, l'API et l'ALS ou l'APL mais uniquement si elles sont perçues directement par la personne | AAH et ses compléments | | 95 | | | 15,0 | 528 405,86 € | |
| | | API | | | | | | | |
| | | ALS ou ALS perçues directement par la personne | | 61 | | | | | |
| CARSAT | Personnes percevant l'ASPA ou les allocations constitutives du minimum vieillesse et dans certains cas l'ASI (personnes ayant moins de 60 ans et percevant une pension de retraite) | ASPA ou allocations constitutives du minimum vieillesse | | 23 | | | 2,6 | 47 549,18 € | |
| | | ASI | | | | | | | |
| CPAM | Personnes percevant l'ASI | | 9 | | | | 0,75% | 18 682,30 € | |
| MSA | Personnes percevant une prestation sociale listée et relevant du régime de la Sécurité (à distinguer selon le régime salarié-non salariés) | | | | | | | | |
| | | AAH et ses compléments | 14 | | | | | | |
| | | ASPA ou les allocations constitutives du minimum vieillesse | 19 | 6 | | | | | |
| | | ASI | 5 | 2 | | | 18,23% | 198 071,48 € | |
| | | RMI ou RSA | 1 | | | | | | |
| Allotissements logements | | 33 | 15 | | | | | | |
| Services de l'ASPA | | Personnes percevant par le service de l'ASPA l'ASPA ou les allocations constitutives du Minimum Vieillesse | | 15 | 15 | | 1,88% | 81 117,82 € | |
| Régimes spéciaux (indiquez dans les cases ci-contre le nom du régime spécial concerné) | RSI | | | 2 | 2 | | 0,88% | 4 105,82 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| | | | | 0 | 0 | | 0,00% | 0,00 € | |
| TOTAL | | | | 221 | 221 | | 100% | 1 080 479,89 € | |

DDCSPP DORDOGNE

BOP 106

Échéancier des sommes à payer

| | MSA Tutelles |
|---------------|---------------------|
| Exercice 2012 | |
| janvier | 31 125,83 € |
| février | 31 125,83 € |
| mars | 31 125,83 € |
| avril | 31 125,83 € |
| mai | 31 125,83 € |
| juin | 31 125,83 € |
| juillet | 31 125,83 € |
| août | 31 125,83 € |
| septembre | 31 125,83 € |
| octobre | 31 125,83 € |
| novembre | 73 594,66 € |
| décembre | 73 594,66 € |
| Total | 458 447,62 € |